

# MONDIALISATION ET IDÉOLOGIE

**CYRILLE KONE**

*Université de Ouagadougou-Burkina Faso*

## INTRODUCTION

La mondialisation c'est le stade suprême du modèle capitaliste de production économique qui s'est développé, puis diffusé à travers le monde entier. Le capitalisme par la mondialisation sort ainsi du cadre purement national et continental pour adopter une dimension cosmique puisque avec le triomphe du libéralisme, consécutif à l'échec du système communiste de production économique, la planète est devenue son aire de jeu.

Au cœur du modèle de l'économie libérale se trouvent le profit et la croyance à l'idée selon laquelle, il faut laisser le marché libre car tout le monde en profitera. La mondialisation reste marquée par cette vision particulière du marché, à savoir une foi pure et simple au libre-échangisme au point de se signaler comme idéologie inspirant une image d'infailibilité.

Travaillant inlassablement à la suppression des entraves au libre-échange, à l'intégration des économies nationales grâce à des institutions comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, l'Organisation Internationale du Commerce (OMC), etc., tout se passe avec la mondialisation comme si l'histoire humaine était finie. Est-ce à dire que l'homme – animal

raisonnable et imprévisible – n'a plus rien de mieux à proposer à l'humanité en substitution au modèle néolibéral qui favorise l'exclusion, l'augmentation de la pauvreté ? Le libéralisme est-il le destin de l'humanité ? Autrement dit, le libéralisme est-il la forme achevée de l'accomplissement humain ? C'est à répondre à ces questions essentielles que j'aimerais consacrer mon propos en examinant :

- d'abord la mondialisation comme idéologie,
- ensuite le besoin d'une contre-idéologie à la mondialisation.

Auparavant, j'aurais procédé, à titre préjudiciel, à une archéologie de la mondialisation.

## I. ARCHEOLOGIE DE LA MONDIALISATION

Il n'est pas question de dire ici qu'« il n'y a rien de nouveau sous le soleil depuis la Grèce ancienne », ou que l'Antiquité a connu la mondialisation, comme elle a plus ou moins élaboré et expérimenté la démocratie. Il paraît plus juste d'envisager les Anciens comme ayant laissé en héritage les outils conceptuels permettant de penser la mondialisation, phénomène marquant de l'époque contemporaine, décrite par Djibril Samb comme une « extension à l'échelle de la planète d'un processus complexe et inégal d'unification, sous l'égide exclusive de l'économie de marché, de tous les segments des activités traditionnelles des nations et des États : commerce, flux financiers, organisation et production économique, culture et

environnement »<sup>1</sup>. Autrement dit, la mondialisation serait, à notre sens, un ancien phénomène prenant source dans la spéculation des premiers philosophes grecs.

En effet, le présocratisme comme tentative d'explication rationnelle du monde n'a pas cessé d'observer la nature pour tenter de la comprendre à travers les concepts de l'Un, du Multiple, de l'Être, du Devenir, du Même, de l'Autre, etc. Le mouvement présocratique s'est, dans l'ensemble, imposé comme une pensée de la nécessité, de l'ordre, de la nature ou *physis*. D'où le nom de « *physiologues* » donné à ses représentants qui avaient à cœur de déterminer la substance stable de laquelle tout provient et où tout retourne. Pour ces penseurs du cosmos, la substance primordiale devait être une réalité, un élément unique ou un ensemble d'éléments.

C'est ainsi qu'on retrouve dans l'école ionienne, représentée par les Milésiens Thalès, Anaximandre, Anaximène et par Héraclite d'Héphèse, différentes substances premières comme l'eau, l'infini, l'air, le feu. Ces éléments, variables d'un présocratique à un autre, d'une école à une autre, représentent au fond l'*archè*, la souche, le commencement, le principe unique duquel dérive le multiple, la diversité des choses du monde. Selon Jean-Paul Dumont, « La sagesse ionienne sait déjà, elle aussi, que les éléments forment un tout où rien ne se crée ni ne se perd, où tout dérive d'un unique principe et doit, selon la dure loi d'une nécessité infrangible, y retourner à la fin. Ici se trouve exprimée la découverte bien tardive de Hegel, que le commencement et la fin sont identiques. »<sup>2</sup>

On le sait, chez Thalès, l'eau est la substance première de laquelle le tout naît et où tout retourne, pour Anaximandre, c'est l'infini, chez Anaximène, c'est l'air, et selon Héraclite, c'est le feu. Que cet élément soit l'eau, l'infini, l'air, le feu, la terre, etc., ne change rien au fait que le Multiple vient de l'Un ou que l'Un donne naissance au Multiple, sinon l'explique. La nature rationnelle du modèle d'explication physique, mis en œuvre par les présocratiques dans leur ensemble, n'est donc pas affectée par la nomination de la substance

primordiale.

Il découle de cette tentative présocratique d'explication du monde, une position philosophique fondamentale selon laquelle l'Un et le Multiple sont liés. Le rapport d'interdépendance, mis en relief dans l'approche présocratique du cosmos, n'autorise pas à envisager le monde comme une nature faite d'éléments séparés les uns des autres, à la manière d'un tas d'ordures composite.

En effet, l'Un héraclitéen, éternel et immuable parce qu'Un, est en même temps mobile et multiple puisque sans cesse en devenir. Chez Pythagore aussi, l'Un engendre le Multiple (numériquement illimité) des nombres qui sont eux-mêmes des unités, à savoir des monades substantielles tirant de leur ressemblance et de leur participation avec l'Un ce caractère d'unité.

En fait, dans les spéculations *physiologique* et mathématique des présocratiques, « Il s'agissait, selon Jean-Paul Dumont, d'exprimer la nécessité de postuler, comme principe d'explication rationnelle, la présence d'un quelque chose de fondateur, d'une *archè* matérielle ou idéale, d'où procédât ensuite tout le réel. Les premiers présocratiques, aussi bien les *physiologues* que les mathématiciens, ont fondé la philosophie en se voulant les auteurs de ce choix »<sup>3</sup>. C'est dire qu'à travers la perspective présocratique appréhendant le monde à travers les concepts de l'Un, du Multiple, en vue de le comprendre, la mondialisation, processus contemporain d'unification du monde, peut être comprise comme faisant partie du patrimoine de la philosophie.

Dans l'histoire de la philosophie, la sophistique a, par sa nouvelle mentalité pragmatique et de sensibilité démocratique, refusé l'idéologie esclavagiste fondée sur les influences sociales afin de mettre en relief une moderne figure de l'homme. À travers le cosmopolitisme, résultant d'un profond sentiment d'amitié, on entrevoit la perspective d'une élaboration du monde en terme d'universalisme. Comme le déclare Hippias : « Vous qui êtes ici, moi, je vous considère comme étant tous parents, de la même famille et de la même cité, selon la nature et

non selon la loi. Car c'est par la nature que le semblable est apparenté au semblable ; la loi n'est qu'un tyran pour les hommes et fait maintes fois violence à la nature. Dès lors, il serait malheureux que vous qui avez la connaissance de la nature des choses, vous qui êtes les plus savants des Grecs et qui pour cette raison même, êtes réunis en ce moment dans ce qui est, pour la Grèce, le prytanée même du savoir, et, pour notre cité même, la demeure la plus somptueuse, cette demeure où nous sommes, il serait malheureux que vous ne fassiez rien apparaître qui ne soit digne de cette dignité qui est la vôtre, et que vous vous mettiez à vous en vouloir les uns les autres, comme les plus vils des gens de peu. »<sup>4</sup>

La loi de la nature se présente ici comme quelque chose de plus objectif, universel et moralement normatif, que le *nomos*. Hippias se rattache au principe de la sympathie des semblables et le porte jusqu'à ses dernières conséquences : par nature, les hommes manifestent l'unité de l'espèce humaine. Le cosmopolitisme apparaît chez Hippias comme la conséquence inéluctable de la théorie de la sympathie des semblables. À travers cette notion, le Sophiste s'oppose véhément au nationalisme inhumain consacré par Platon dans *La République*<sup>5</sup> car selon Hippias, les hommes dans leur multiplicité et diversité appartiennent au même monde, à la seule et même race humaine. Cette conception aura marqué les sophistes, moins fondés à vivre reclus dans l'étreinte de la cité, ou à l'intérieur des limites fermées de la nation. Les Sophistes, enclins qu'ils étaient à voyager, à parcourir la Grèce, allant de cité en cité pour enseigner, ont été dans l'Antiquité de fervents promoteurs d'un monde ouvert et sans frontières, dans lequel les hommes se livreraient librement à leurs activités.

Le fort sentiment d'humanité, qui a permis à Hippias de voir dans les hommes de toutes les cités et de toutes les nations des frères, traduit, en fait, le souhait d'une communauté mondiale d'hommes, étroitement unis entre eux et désireuse de vivre ensemble. Selon le commentaire de Mario Untersteiner, « Ce mouvement débordant d'affection à l'égard de l'humanité toute entière confère au cosmopolitisme d'Hippias un aspect plus

humaniste encore que celui, pourtant humaniste d'Antiphon, dont la doctrine soulignait que les besoins naturels sont les mêmes pour tous les hommes à quelque classe sociale qu'ils appartiennent, qu'ils soient Grecs ou Barbares. Hippias, pour sa part, ne semble pas mettre l'accent sur cet aspect matérialiste du cosmopolitisme ni sur ce thème de nature essentiellement égoïste et insiste plutôt sur les liens affectifs qui unissent les hommes et sont la plus noble conséquence de cette pensée »<sup>6</sup>.

L'approche d'Hippias serait une préfiguration de la mondialisation comme universalisme. À la suite de la sophistique, le stoïcisme thématiza le cosmopolitisme, la citoyenneté mondiale, comme traduction d'un monde unique dans lequel les hommes vivraient en sécurité par-delà les nations, les pays.

Autrement dit, l'homme serait à l'image du sage qui, dans le stoïcisme n'est pas seulement un citoyen du pays où il est né, mais aussi un citoyen du monde. En effet, puisque, selon le stoïcisme, toutes les choses, tous les événements sont liés entre eux, il doit en être de même des hommes. Ainsi, il y'a une loi universelle qui unit les hommes entre eux et règne à la fois dans la nature et entre les cités. Une telle philosophie est une remise en cause de l'organisation du monde divisé en cités, en régions, en peuples possédant chacun des lois particulières et voyant dans tous les autres des étrangers, des ennemis<sup>7</sup>. Selon le stoïcisme, tous les hommes sont concitoyens de la « République de Zeus », ils doivent à ce titre vivre sous la loi commune comme « un troupeau guidé par un seul berger ».

C'est dire qu'aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation, l'expression contemporaine « village planétaire » pour désigner l'unification du monde, n'est qu'une évocation d'une ancienne réalité, d'un phénomène fort longtemps pressenti par les anciens penseurs de la nature, de la loi commune sous laquelle les hommes vivent unis.

Le monde stoïcien est l'expression d'une interaction mutuelle. Comme l'a dit Anaxagore : « Tout est dans tout », en toutes choses se trouve renfermées une partie de chacune des choses. « La moindre goutte

de vin jetée dans la mer s'étendra à la mer toute entière et de là à tout l'univers »<sup>8</sup>. La sympathie universelle des choses et des êtres est la caractéristique fondamentale du monde stoïcien ignorant le vide dans une nature continue.

Selon cette conception, les corps sont dans une interaction mutuelle. Le moindre fait a une répercussion sur l'ensemble du monde car c'est la seule lumière du soleil qui est répandue à l'infini sur l'ensemble des mers et des terres. À ce propos, Marc-Aurèle<sup>9</sup> évoque l'idée d'un « nœud sacré » qui lierait toutes les choses et selon lequel tous les êtres concourent à l'harmonie du même monde. Voilà pourquoi le sage en quête d'harmonie intérieure et extérieure avec l'univers, ne saurait se proclamer citoyen athénien ou d'une cité particulière, mais bien citoyen du monde. Comme le souligne Jean Brun, « Le cosmopolitisme des Stoïciens est la traduction, sur le plan moral et social, de la sympathie universelle »<sup>10</sup>. D'où leur appel à la fraternité, à l'amitié entre les hommes par-delà les âges, les ethnies, les races, les différences socioculturelles, les pays, en vue de rendre effective la communauté humaine mondiale.

On peut légitimement dire que pour ces sages philosophes Grecs les replis identitaires, les processus de fragmentation nationalistes et

ethniques, qui sont des faits marquants de l'époque contemporaine, ne participent guère du phénomène de la mondialisation. Ils seraient plutôt l'autre face du monde configuré comme marché en tant que la balkanisation, l'irruption des innombrables revendications identitaires et communautaires demeurent un filon pour les investissements mercantiles. En effet, comme le dit Alain Badiou, « À l'heure de la circulation généralisée et du fantasme de la communication culturelle instantanée, on multiplie partout les lois et règlements pour interdire la circulation des personnes. C'est ainsi qu'en France, il n'y a jamais eu aussi peu d'installation d'étrangers que dans la dernière période ! Libre circulation de ce qui se laisse compter, oui, et d'abord des capitaux, de ce qui est le compte du compte. Libre circulation de l'incomptable infinité qu'est une vie humaine singulière, jamais ! »<sup>1</sup> Pour Alain Badiou, « Entre la logique mondialisée du capital et le fanatisme identitaire français, il y a, au regard de la vie réelle des gens et de ce qui leur arrive, une détestable complicité. »<sup>2</sup> La mondialisation offre la vision d'un monde croyant fermement et infailliblement au marché libre, toute autre idée étant rejetée comme absurde. L'idéologie de l'intérêt individuel se trouve par conséquent au cœur de la mondialisation.

## II. LA MONDIALISATION COMME IDEOLOGIE

Si le songe des Anciens d'un monde unifié est aujourd'hui plus ou moins en marche, ce n'est pas comme l'ont pensé les Stoïciens dans le sens de l'effectivité d'une citoyenneté mondiale, mais c'est plutôt sous la forme d'un espace économique-financier ouvert et réglé par les lois du marché libre. Autrement dit, la mondialisation en cours, ne concerne pas les humains, mais le capital, le commerce, l'économie ; bref tout ce qui rapporte de l'argent.

La mondialisation en ce sens est devenue l'idéologie dominante de notre époque comme la religion l'a

<sup>1</sup> Lire le texte intitulé « Civisme, communication et mondialisation », In *Comprendre Abdou Diouf (Chroniques politiques)*, Dakar, Horizon 2000, 1999, p.135.

<sup>2</sup> Voir introduction de Jean-Paul Dumont : *Les écoles présocratiques*, Paris, Gallimard, 1991, p. XII.

<sup>3</sup> Jean-Paul Dumont : *Les écoles présocratiques*, Paris, Gallimard, 1991, p.VI.

<sup>4</sup> Platon : *Protagoras*, 337c et suiv.

<sup>5</sup> Dans *La République*, V, 469bc, on lit ceci dans la traduction de Robert Baccou : « Maintenant, comment nos soldats se conduiront-ils à l'égard de l'ennemi ? En quoi ? Premièrement en ce qui concerne l'esclavage. Estimes-tu juste que des cités grecques asservissent des Grecs ou bien faut-il qu'elles le défendent aux autres, dans la mesure du possible, et que les Grecs s'habituent à ménager la race grecque, par la crainte de tomber dans la servitude des barbares ? En tout et pour tout, il importe que les Grecs en usent entre eux avec ménagement. Il importe donc qu'ils ne possèdent pas eux-mêmes des esclaves Grecs, et qu'ils conseillent aux autres Grecs de suivre l'exemple ». On le voit, la conception platonicienne est loin d'établir la fraternité entre les hommes, elle conduit à l'opposition entre amis et ennemis, Grecs et Barbares, etc.

<sup>6</sup> Mario Untersteiner : *Les sophistes*, T2, Paris, Jean Vrin, 1993, p.120.

<sup>7</sup> Zénon de Cittium se serait, selon Jean Brun (*Le stoïcisme*, Paris, PUF/ Que sais-je ? N°770, 2003), élevé contre l'organisation du monde en différents pays et peuplades. Sur ce point, les Stoïciens se sont nettement distingués des Cyniques pour lesquels le sage vit en société avec lui-même.

<sup>8</sup> Jean Brun : *Le Stoïcisme*, Paris, PUF/ « Que sais-je ? », N° 770, 2003, p.57.

<sup>9</sup> Marc-Aurèle : *Les Pensées*, VII, 9.

<sup>10</sup> Jean Brun : *Le Stoïcisme*, Paris, PUF/ « Que sais-je ? », N° 770, 2003, p. 58.

<sup>1</sup> Alain Badiou : *Saint Paul La fondation de l'universalisme*, Paris, PUF, 1997, p.10.

<sup>2</sup> Alain Badiou : *Saint Paul La fondation de l'universalisme*, Paris, PUF, 1997, p.9.

été au moyen âge et la science au 18<sup>ème</sup> siècle, à l'époque des Lumières en Europe. En effet, la mondialisation véhicule de l'idéologie, une manière spécifique de voir le monde, de se le représenter en termes de profit et d'intérêt privé. Cette vision du monde, fondée sur le modèle de développement des pays occidentaux, de ceux ayant adopté le capitalisme<sup>1</sup> comme pouvant répondre à tout et offrir des solutions à la totalité des problèmes de l'humanité, est devenue une conviction largement répandue depuis la débâcle du communisme, consécutive à l'effondrement du modèle soviétique.

Ainsi, pour les pays développés comme pour ceux en développement, la mondialisation demeure-t-elle le credo du développement, du progrès socio-économique, à même de répondre efficacement à tout ce qui inquiète l'humanité. Plus que jamais, le monde contemporain a foi en la mondialisation économique. C'est pourquoi, il s'y trouve engagé puisque après l'échec du modèle communiste de développement, le libéralisme reste la seule politique possible, porteuse d'espoir.

En effet, selon ses adeptes, la mondialisation, par l'intégration des économies nationales et la suppression des entraves au marché, se présente comme une force bénéfique, capable d'enrichir tous les hommes, en particulier les plus pauvres. Autrement dit, pour eux, l'ouverture au commerce international favorise le développement. Lorsque les exportations propulsent la croissance, le commerce extérieur contribue au développement. Ainsi, la mondialisation apporte-t-elle le bien-être. En outre, elle réduit le sentiment d'isolement des pays pauvres. Ces derniers doivent donc l'adopter, s'ils veulent se développer et combattre efficacement la pauvreté.

Mais à notre époque de l'« argent-roi », les grands argentiers du monde, les institutions financières, ne privilégient pas le débat démocratique ouvert et franc pour prendre une décision importante. En général, leurs opinions sont des « paroles d'évangile », à suivre scrupuleusement. C'est ainsi que selon Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie, « On a préconisé la libéralisation des

marchés financiers sans avoir la moindre preuve qu'elle stimulait la croissance économique (...). Pour ne prendre que quelques exemples, la plupart des pays industriels avancés – dont les États-Unis et le Japon – ont édifié leur économie en protégeant judicieusement et sélectivement certaines de ses branches, jusqu'au moment où elles ont été assez fortes pour soutenir la concurrence étrangère. Si le protectionnisme généralisé n'a pas été efficace dans les pays qui l'ont mis en œuvre, la libéralisation rapide du commerce ne l'a pas été davantage. Contraindre un pays en développement à s'ouvrir à des produits importés qui vont rivaliser avec ceux de certaines de ses industries, dangereusement vulnérables à la concurrence de leurs homologues étrangères bien plus puissantes, peut avoir de désastreuses conséquences – sociales et économiques. »<sup>2</sup>

On le voit, la conception du marché libre, de l'idéologie libérale du profit qui est au fondement du capitalisme, s'impose despotiquement ; on ne cherche même pas à vérifier l'exactitude de la théorie en question. Cette attitude dogmatique, poursuivant l'intérêt personnel, est aux antipodes du comportement scientifique qui recherche l'objectivité.

Mais là où le bât blesse, c'est que les institutions gouvernant la mondialisation comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sont marquées par cette façon de faire et de voir qui a contribué à creuser le fossé entre riches et pauvres. Comme déclare Joseph Stiglitz : « Les paysans pauvres des pays en développement ne pouvant évidemment pas résister aux produits massivement subventionnés en provenance d'Europe et des États-Unis, des emplois ont été systématiquement détruits avant que les secteurs industriel et agricole nationaux aient pu engager une dynamique de croissance forte et en créer de nouveaux. Pis : en exigeant que les pays en développement suivent des politiques monétaires restrictives, le FMI leur a imposé des taux d'intérêt qui auraient interdit toute création d'emploi, même dans le contexte le plus favorable. Et comme le commerce a été libéralisé avant la mise en place de filets de sécurité sociale,

ceux qui ont perdu leur emploi ont été précipités dans l'indigence. Donc trop souvent, la libéralisation n'a pas apporté la croissance promise mais a accru la misère. Et même ceux qui ont conservé leur emploi se sont sentis beaucoup moins en sécurité (...). Le résultat a été pour bien des gens la pauvreté et pour bien des pays le chaos social et politique. »<sup>3</sup>

En outre, les institutions économiques et financières de la mondialisation (FMI, Banque Mondiale, OMC, etc.) sont pour la plupart dominées par les pays industrialisés occidentaux qui sont soucieux d'assurer leurs intérêts économiques et commerciaux. Alors que la quasi-totalité des activités de ces institutions s'exercent de nos jours dans le monde en développement, le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, etc., sont pilotés par des occidentaux ou des représentants des pays industrialisés. Ces dirigeants, non véritablement élus, n'ont aucun compte à rendre aux citoyens - vivement le jour où ces dirigeants seront responsables devant les citoyens comme dans la démocratie moderne -, ils conduisent dans ces conditions les institutions internationales par rapport aux attentes et intérêts de la classe dominante, détenant le capital.

Autrement dit, les institutions financières et économiques de la mondialisation ne sont pas représentatives du monde en développement qu'elles servent. C'est ce qui explique, sans doute, qu'elles regardent le monde entier avec les « lunettes des milieux d'affaires ». Par conséquent, leurs décisions reflètent une vision partisane, étroitement liée aux intérêts des décideurs, les argentiers.

Karl Marx indique en ce sens que la classe dominante, possédant les moyens de production économique, finit par imposer ses idées à la classe dominée. Dans *L'idéologie allemande*, on y lit : « Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit, la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui

dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous la forme d'idées donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination. Les individus qui constituent la classe dominante possèdent, entre autres choses, également une conscience, et en conséquence ils pensent, pour autant qu'ils dominent en tant que classe et déterminent une époque historique dans toute son ampleur, il va de soi que ces individus dominent dans tous les sens et qu'ils ont une position dominante, entre autres, comme êtres pensants aussi, comme producteurs d'idées, qu'ils règlent la production et la distribution des pensées de leur époque ; leurs idées sont donc les idées dominantes de leur époque. »<sup>4</sup> En résumé, l'idéologie est l'imaginaire de la pratique économique du mode de production et de la lutte des classes comme le montre G. Namer dans son ouvrage intitulé *Court traité de la sociologie de la connaissance*<sup>5</sup>.

On l'appréhende plus nettement encore, la mondialisation n'est pas un phénomène neutre. Elle consacre le triomphe de l'économie de marché et se nourrit de l'idéologie libérale qui est « destinée à gommer, selon Djibril Samb, après l'avoir vaincue et ridiculisée, jusqu'à l'idée même de la possibilité de toute autre voie socialiste d'organisation de la société et de l'économie comme alternative au système capitaliste, qui exprime toujours la domination et la puissance du capital sur la Force du Travail. On ne peut méconnaître le remarquable succès de cette idéologie libérale triomphante et dominante, puisqu'elle se présente non seulement comme unique cadre de perception et de représentation du monde, mais comme naturelle, si bien qu'elle n'offre d'autre alternative que de s'adapter ou de périr. Par le passé, aucune idéologie n'avait réussi un tel tour de magie : décréter

naturelle et faire accepter comme telle la représentation idéologique, pourtant la moins élaborée de ces cent dernières années, de l'économie de marché, entièrement assujettie à la volonté implacable de quelques immenses puissances financières. »<sup>6</sup>

Joseph Stiglitz signale, d'autre part, l'utilisation d'une expression assez significative du dogmatisme des institutions qui gouvernent la mondialisation. Par l'image saisissante de l'expression anglaise « *off track* », le FMI désigne tout pays ayant « quitté la route » ; ce qui sous-entend « un seul « bon » chemin et le moindre écart est l'annonce d'un déraillement imminent. »<sup>7</sup> Les institutions économiques et financières de la mondialisation devraient aussi rompre avec la mentalité néocolonialiste, l'attitude idéologique parce que partisane pour pouvoir inspirer véritablement le développement par l'implication des populations dans l'élaboration des stratégies et l'exécution des programmes locaux de développement.

Or jusqu'ici l'incitation à adhérer au libéralisme, est faite sur la base de convictions, de croyances. Ainsi, le mythe selon lequel : « Aucun pays ne peut se développer sérieusement sans économie de marché », est-il construit et diffusé partout sur la planète. En fait, tout le problème ici se trouve dans la signification de la notion de développement, généralement comprise en termes de « ressources », de « capitaux », au point de masquer sa dimension fondamentale de transformation qualitative de la société par l'amélioration de la vie des pauvres, en garantissant l'accès pour tous à la santé, à l'éducation, bref en donnant à chacun une chance de réussir. Même si la récente histoire humaine ne fournit pas d'exemples de pays véritablement

développés en dehors de l'économie de marché – l'expérience des pays communistes ayant été un « feu de paille » -, il n'en résulte pas pour autant l'impossibilité et la caducité d'un tout autre modèle de développement. À ce propos serait-il impertinent d'envisager l'État et les marchés dans un rapport de complémentarité ?

Il semble que proclamer l'échec de l'étatisation systématique des moyens de production et d'échange, comme le font les adeptes du libéralisme, relève de la pure et simple idéologie. L'étatisation n'entraînerait pas d'inéluctables gaspillages et pénuries car l'État véritable inscrit le principe de responsabilité envers les citoyens au cœur de son action de supervision de la société. Évidemment, la position des fanatiques du marché pour lesquels « L'État très généralement, ça ne marche pas et le marché, très généralement, ça marche », est idéologique. Le problème n'est pas d'accorder trop de place à l'État mais de le laisser accomplir son rôle nécessaire. Or, la plupart du temps, l'État dépense d'inutiles forces à faire ce qu'il ne devrait pas, et cela le détourne de sa mission fondamentale d'arbitre et d'organisateur de la vie socio-politique et économique.

Les pays seraient bien gouvernés si l'État s'occupait prioritairement de mettre en œuvre les services publics essentiels au lieu de gérer des entreprises dont on peut soutenir qu'elles seraient mieux gérées par le secteur privé. Comme le dit Joseph Stiglitz, la privatisation aurait un sens. Toutefois, « Quelques importantes conditions préalables doivent être satisfaites pour que la privatisation puisse contribuer à la croissance d'une économie, et la façon dont on privatise fait une énorme différence. Malheureusement le FMI et la Banque Mondiale ont traité ces questions d'un point de vue idéologique : il fallait privatiser vite (Il existait des fiches de score pour les pays engagés dans la transition du communisme au marché : ceux qui privatisaient le plus rapidement recevaient de bonnes notes.) C'est pourquoi, souvent, les privatisations n'ont pas apporté les bienfaits promis. Et leur échec, par les problèmes qu'il a créés, a répandu l'hostilité contre l'idée même de privatisation. »<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Joseph E. Stiglitz : *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, p. 86.

<sup>6</sup> Selon Jacques Decornoy dans *Manière de voir* 32, « À l'heure du « tout-capital », In *Le Monde diplomatique*, novembre 1996, p.38, pour le libéralisme : « Rien ne doit venir entraver la concurrence ; elle enfante la croissance, elle-même fille du négoce, de l'export-import, et mère de l'emploi. Réglementer le commerce, décider de mesures protectionnistes viole la Loi fondamentale, et la défense des salariés ne doit jamais servir de prétexte à de pareilles hérésies. »

<sup>7</sup> Joseph E. Stiglitz : *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, p. 42.

<sup>8</sup> Joseph E. Stiglitz : *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, pp. 42-43.

<sup>9</sup> Karl Marx : *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1982, p.111.

<sup>10</sup> G. Namer : *Cours traité de la sociologie de la connaissance*, Paris, Librairie des Méridiens, 1985.

<sup>11</sup> Djibril Samb : « Mondialisation et rencontre des cultures : le dialogue est-il possible ? », In *Mondialisation et rencontre des cultures : le dialogue est-il possible ?*, Actes du colloque du 21 juin 2002, Saint-Louis, Édition Xamal, 2002, p. 21.

<sup>12</sup> Joseph E. Stiglitz : *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, p. 73.

Dans la plupart des pays en développement, la privatisation n'a pas jugulé la pauvreté, elle a même accru la misère en contribuant à miner la confiance dans les institutions démocratiques. L'idéologie du profit, au cœur de la mondialisation, est de plus en plus décriée par les populations car elle prive les citoyens de la plupart des États souverains de leur capacité à choisir leur modèle de société, leur option de développement.

Le ressentiment contre la mondialisation résulterait surtout de sa sacralisation de l'économie qui, placée au-dessus de tout, induit une vision particulière, le fanatisme du marché, selon laquelle le libéralisme reste aujourd'hui la seule politique possible. En effet, note Joseph Stiglitz, « Si l'attachement à une idéologie particulière a privé les pays des choix qui auraient dû être les leurs il a aussi puissamment contribué à leur échec (...). L'idéologie (la foi pure et simple dans le libre marché) offre un prisme à travers lequel voir le monde, un ensemble de croyances auxquelles on tient si fermement qu'on n'en cherche pas de confirmation empirique. Les preuves qui les contredisent sont sommairement récusées. Pour les fidèles du marché libre et sans entraves, la libéralisation des capitaux est évidemment souhaitable. Ils n'ont pas besoin qu'on leur prouve qu'elle stimule la croissance. Et si l'on prouve qu'elle provoque l'instabilité, ils verront là simplement l'un des coûts de l'ajustement, l'une des souffrances, qu'il faut subir pour passer à l'économie de marché. »<sup>1</sup>

Pierre Bourdieu voit dans le libéralisme l'exécution d'un programme d'action politique tendant à détruire méthodiquement tout ce qui est collectif, à savoir l'État, les associations, la famille, etc. En effet, selon lui, le libre-échangisme travaille sans cesse à faire sauter tous les obstacles à l'économie de marché. Dans « *L'essence du néolibéralisme* », il écrit : « Le discours néolibéral n'est pas un discours comme les autres. À la manière du discours psychiatrique dans l'asile, selon Erving Goffman, c'est un « *discours fort* » qui n'est fort et si difficile à combattre que parce qu'il a pour lui toutes les forces d'un monde de rapport de forces qu'il contribue à faire tel qu'il est, notamment en orientant les choix économiques de ceux qui dominent les rapports et en ajoutant ainsi sa force,

proprement symbolique, à ces rapports de forces. Au nom de ce programme scientifique de connaissance, converti en programme politique d'action, s'accomplit un immense travail politique (dénégué puisque, en apparence, purement négatif) qui vise à créer les conditions de réalisation et de fonctionnement de la « théorie » ; un programme de destruction méthodique des collectifs. »<sup>2</sup>

L'analyse bourdieusienne montre à quel point le néolibéralisme est devenu une foi car « Comme le marxisme en d'autres temps, avec lequel, sous ce rapport, elle a beaucoup de points communs, cette utopie suscite une formidable croyance, la *free trade faith* (la foi dans le libre-échange), non seulement chez ceux qui en vivent matériellement, comme les financiers, les patrons des grandes entreprises, etc., mais aussi chez ceux qui tirent leurs justifications d'exister, comme les hauts fonctionnaires et les politiciens, qui sacralisent le pouvoir des marchés au nom de l'efficacité économique, qui exigent la levée des barrières administratives ou politiques capables de gêner les détenteurs de capitaux dans la recherche purement individuelle de la maximisation du profit individuel, institué en modèle de rationalité, qui veulent les banques centrales indépendantes, qui prêchent la subordination des États nationaux aux exigences de la liberté économique pour les maîtres de l'économie, avec suppression de toutes les réglementations sur tous les marchés à commencer par le marché du travail, l'interdiction des déficits et de l'inflation, la privatisation généralisée des services publics, la réduction des dépenses publiques et sociales. »<sup>3</sup>

Ce qui est inquiétant aujourd'hui et que Pierre Bourdieu n'a eu de cesse de dénoncer, c'est l'engourdissement de la plupart des esprits par l'idéologie néolibérale. En effet, cette idéologie qui a subjugué les intelligences au point de tuer toute pensée critique, mobilise, investit les médias et l'université. Comme écrit Ignacio Ramonet : « Nous vivons une période excessivement réactionnaire. Une période où on aura vu, au cours des quinze dernières années, des dirigeants et des intellectuels socialistes abandonner tout espoir de transformer le monde, et proposer, en guise d'avenir radieux, une seule consigne puisée dans la terminologie

darwinienne chère aux ultra libéraux : « s'adapter », c'est-à-dire renoncer, abdiquer, se soumettre. »<sup>4</sup> Nous vivons dans un monde où les pouvoirs de l'argent, du savoir et de la force militaire sont concentrés entre les mains d'une minorité. Or, la mondialisation économique, censée assurer le salut de l'humanité, en œuvrant à la libération, à l'épanouissement, au bien-être des gens, comme l'entendaient F. Bacon et R. Descartes au 17<sup>ème</sup> siècle pour la science, s'est développée comme un instrument d'oppression des pauvres aux mains des milieux d'affaires, des grands patrons. Il faudrait, par conséquent, dépasser le type actuel de la mondialisation pour penser un autre modèle au service de l'homme. D'où, le pressentiment d'un besoin d'une contre-idéologie à la mondialisation économique pour contrer l'idéologie du profit individuel au fondement de la mondialisation libérale qui reste aujourd'hui, une des causes de l'accroissement de la pauvreté dans le monde.

### III. NECESSITE D'UNE CONTRE-IDEOLOGIE

Avec l'extension des inégalités entre humains et la persistance du chômage dans les pays développés comme dans ceux en développement, du fait des ravages du « *killer capitalism* »<sup>5</sup>, le capitalisme tueur, le besoin d'une contre-idéologie fondée sur le refus de la dictature des marchés, se fait sentir pour proposer un autre modèle de développement centré sur l'homme. En effet, les révoltes urbaines comme les manifestations citoyennes pour réclamer de meilleures conditions de vie, de par le monde entier, sont l'expression d'un ardent désir de changer le cours actuel de la démocratie dirigée par les marchés financiers, les véritables maîtres du monde. Comme affirme Marc Blondel, ex-secrétaire général du syndicat français Force Ouvrière, de nos jours, « Les pouvoirs publics ne sont, au mieux, qu'un sous-traitant de l'entreprise. Le marché gouverne. Le gouvernement gère. »<sup>6</sup>

Au fond, il ne suffit plus de dénoncer le capitalisme tueur, il faudrait, en outre, montrer en quoi le libéralisme non seulement oppresse l'homme<sup>7</sup>, mais aussi et surtout pourquoi, il ne saurait être le stade ultime de l'accomplissement de l'homme. L'absoluité du libéralisme doit être critiquée, tout

comme il est essentiel, à l'image de ce que fait Joseph Stiglitz dans : *Quand le capitalisme perd la tête*<sup>8</sup>, de remettre en cause les mythes au fondement de cette idéologie. Cet ouvrage enseigne plusieurs choses :

- la réduction du déficit – recommandation faite par les institutions financières internationales aux différents gouvernements –, ne relance pas l'économie car la réduction des dépenses dans les secteurs sociaux mine l'économie par le fait que la formation et la santé des populations ne sont plus garanties,

- l'instabilité, les conflits, les guerres, bien souvent provoquées par la scandaleuse politique du marché libre – qui plus on licencie en masse, plus la bourse se porte bien –, ont une conséquence négative sur l'économie du fait de la multiplicité des problèmes socio-politiques qui sapent l'économie,

- l'État, n'est pas systématiquement mauvais comme l'annoncent les libéraux qui se plaisent à le démanteler alors qu'il est indispensable à l'organisation de la production et à l'arbitrage des litiges nés de l'activité économique.

Or, sous l'effet du capitalisme, le rôle de l'État « fond comme neige au soleil » tandis que le marché dicte sa loi jour après jour. Le mode de production libéral retire progressivement aux citoyens toute capacité d'intervention dans la gestion des affaires publiques qui les concernent. Ce ne sont pas seulement les entreprises que l'on délocalise, ce sont aussi les centres de décision politique et économique

<sup>1</sup> Joseph E. Stiglitz : *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, p. 287.

<sup>2</sup> Pierre Bourdieu : « L'essence du néolibéralisme », In *Le Monde diplomatique*, mars 1998, p.3.

<sup>3</sup> Pierre Bourdieu : « L'essence du néolibéralisme », In *Le Monde diplomatique*, mars 1998, p.3.

<sup>4</sup> Ignacio Ramonet : *Manière de voir 32, Scénarios de la mondialisation*, In *Le Monde diplomatique*, novembre 1996, p.6.

<sup>5</sup> L'expression est de l'hebdomadaire *Newsweek* du 26 février 1996 qui dénonce la douzaine de grands patrons argentiers ayant licencié un nombre considérable d'employés en dépit des bénéfices faramineux réalisés par leurs entreprises.

<sup>6</sup> Lire *Manière de voir 32, Scénarios de la mondialisation*, In *Le Monde diplomatique*, novembre 1996, p.6.

<sup>7</sup> Lire à ce propos Pierre Bourdieu : *Contre-feux Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Raisons d'agir, 1998. Lire aussi *Manière de voir 32, Scénarios de la mondialisation*, In *Le Monde diplomatique*, novembre 1996 et *Manière de voir 41, Un autre monde est possible*, In *Le Monde diplomatique*, octobre 1998.

<sup>8</sup> Joseph E. Stiglitz : *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Fayard, 2003.

qui sont de plus en plus hors d'atteinte des citoyens. Le développement fondé sur le marché libre, se montre ainsi incapable de gérer les inégalités entre sexes, les intérêts entre groupes ethniques, etc.

C'est pourquoi beaucoup de citoyens de nos jours, à voir l'ampleur des manifestations altermondialistes lors des sommets de Davos et du G8, souhaiteraient qu'on rectifie le cours de la mondialisation, en retournant à plus d'humanité. Il faut penser avec ces gens que la politique a réponse à tout alors même que le pouvoir, devenu invisible et lointain, ne parvient plus à répondre aux problèmes complexes de la société. Autrement dit, ces hommes ressentent plus que jamais, comme un rempart contre le libéralisme cruel, la nécessité d'une contre-idéologie démocratique, d'un contre-projet au modèle de l'économie de marché. Au fond, dans le contexte de l'hégémonie du libéralisme sur fond d'une pensée unique, l'humanité éprouve le besoin de philosophes, de poètes, de penseurs pour proposer un nouvel ordre pourvoyeur de bien-être pour tous et qui affranchisse du « *Néo-libéralisme utopie d'une exploitation sans limites.* »<sup>9</sup>

Il convient aujourd'hui de réinventer l'État pour lui permettre de réguler la mondialisation et d'arbitrer les litiges qui surgiraient. Cela passe d'abord par défendre le rôle de l'État car il est évident qu'on ne peut bâtir une société sur le principe du « tout privé ». Mais l'État sera une instance supranationale. En étant à sa place, il pourra non seulement veiller à un juste équilibre entre marché et société en assurant l'égalité des chances, mais surtout donner la priorité à l'emploi et défendre la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Réinventer l'État en le mondialisant exige de procéder à une refondation de l'universel qui ne peut plus se réduire aux valeurs de l'homme blanc occidental ou pour reprendre l'expression de Alain Badiou, « La dictature uniforme de ce que les occidentaux croient être la modernité. » Cela signifie que les rapports de l'humanité entière devront se redéfinir à l'aune de la démocratie moderne pour préserver l'équité, le bien-être en donnant à chacun une chance de réussir.

Le monde organisé en État se fixera pour but

d'exiger la transparence des institutions économiques, financières internationales et d'obtenir qu'elles servent les intérêts des peuples et non ceux des milieux d'affaires car elles sont publiques. L'élaboration d'une contre-idéologie à la mondialisation libérale, envisageant l'État et les marchés dans un véritable rapport de complémentarité, est impérieux. Le rôle central dévolu au marché, ne saurait remettre en cause l'importante mission de l'État qui, non seulement tempère les échecs du marché, mais aussi et surtout, est incontournable dans l'approche des problèmes d'inégalité, de chômage, d'environnement, etc.

À notre sens, ces questions ne peuvent être durablement résolues qu'avec l'implication de tous les pays. C'est pourquoi la communauté mondiale doit peser de tout son poids pour humaniser la mondialisation qui n'épargne personne par ses effets pervers. Aussi, comme consécration du triomphe mondial de l'économie de marché, la mondialisation s'impose à tous ; sa gestion devrait dès lors être une affaire commune et non celle de quelques personnes. Donc à moyen et long terme, une réorientation du cours de la mondialisation s'impose pour donner aux citoyens, aux pays souverains, le droit de participer à la prise de décisions qui les affectent.

Seul un État mondial démocratique veillera à assurer les intérêts de la communauté mondiale en aidant notamment à la promotion du commerce équitable en tant que facteur de développement. Cela n'est pas utopique, car comme le montre Joseph Stiglitz, « Il n'y a pas qu'un seul modèle de marché. Des différences fortes séparent la version japonaise de l'économie de marché des versions allemande, suédoise ou américaine. Plusieurs pays ont des revenus par tête comparables à celui des États-Unis, mais avec moins de pauvreté et de meilleures conditions de vie sur certains plans, dont la santé (à en croire du moins leurs habitants). Si le marché est au centre des versions suédoise et américaine du capitalisme, l'État y joue des rôles entièrement différents. En Suède, il assume une responsabilité bien supérieure dans la promotion du bien-être social, il offre toujours un bien meilleur système de santé publique, une bien meilleure indemnisation du chômage et de bien meilleures retraites qu'aux

États-Unis. Pourtant, la Suède a aussi bien réussi, même dans les innovations liées à la « nouvelle économie. »<sup>10</sup> Voilà qui montre, si besoin est, que la logique du marché libre n'est pas forcément contradictoire avec celle sociale et qu'on pourrait bien imaginer un nouvel ordre mondial établissant l'équilibre entre les plans économique et social.

Même s'il paraît difficile de revenir de nos jours sur la mondialisation en tant que réalité pour tous, on pourrait lui faire prendre en compte les problèmes humains, environnementaux et ne pas la confiner à l'économique. Pour ce faire, il est urgent d'imaginer un fonctionnement correct de la mondialisation afin qu'elle profite aussi aux « mondialisés », les pauvres « figurants » pour reprendre les termes de Joseph Ki-Zerbo<sup>11</sup>.

La mondialisation peut être bénéfique pour tous, à condition de mettre en place l'État mondial ou l'instance supranationale pour contrer l'absoluité du phénomène, fixer et faire respecter des règles justes et démocratiques. D'ailleurs, la mondialisation par l'intensification des échanges et l'interdépendance entre les pays, affirme le besoin d'une action, d'une structure commune, crédible et démocratique pour la superviser. Donner un visage plus humain à la mondialisation, à tort perçue comme un phénomène exclusivement économique, reste le défi contemporain à relever.

Appréciant la mondialisation, Joseph Stiglitz dit que « Les pays pour lesquels elle a été le plus profitable ont été ceux qui ont compris le rôle que peut jouer l'État dans le développement : ils ne s'en sont pas remis à l'idée d'un marché autorégulateur qui résoudrait seul les problèmes qu'il crée. »<sup>12</sup> Il n'est donc pas superflu d'accorder une place stratégique à l'État mondial ou à l'instance supranationale qui aura la charge de surveiller la mondialisation, d'organiser la défense des intérêts de la communauté mondiale, d'enrayer l'action destructrice des marchés financiers sur l'emploi et d'imposer efficacement les grands profits réalisés sur les marchés financiers, comme le demande le mouvement altermondialiste. À notre sens, seule l'instance supranationale vigilante, issue d'une alliance mondiale des États-nations et des groupes

de la société civile à travers le monde, peut empêcher la riche minorité d'accaparer l'intérêt commun en aidant à l'arrêt des souffrances générées par la mondialisation et éviter ainsi à l'humanité d'être précipitée dans l'abîme.

## CONCLUSION

Il est à retenir que la philosophie ancienne grecque permet de penser la mondialisation car la réflexion présocratique de l'Un, du Multiple, de l'élément primordial duquel tout dérive et où tout retourne, conduit, d'une part, à penser le *cosmos*, le bel arrangement du monde comme unité de la diversité. C'est dire que les notions de l'Un et du Multiple s'offrent comme outils grâce auxquels appréhender le processus actuel d'unification du monde, la mondialisation. Celle-ci affleure, d'autre part, dans la notion stoïcienne du monde qui est régi par une loi universelle unissant à la fois les hommes, les choses, les événements. C'est l'organisation du monde en cités, en régions indépendantes les unes des autres, qui est rejetée par les Stoïciens favorables, avec leurs aînés Sophistes, à l'idée d'une citoyenneté mondiale, d'un espace ouvert dans lequel tous les hommes sans exception pourraient vivre en paix et entreprendre en toute liberté leurs activités.

Ce qui n'était qu'une théorisation dans l'Antiquité, est aujourd'hui une réalité. La mondialisation est devenue le maître-mot, le nouveau credo de l'humanité par le fait de « la croissance continue du commerce international et son extension jusqu'aux limites du monde ; (de) l'internationalisation de la production économique et sa délocalisation ; (des) mutations qualitatives des technologies de la communication globale et instantanée dans un monde rendu presque virtuel. »<sup>13</sup>

Suite à l'échec du modèle communiste de

<sup>9</sup> Voir Pierre Bourdieu : *Contre-feux*, Paris, Raisons d'agir, 1998, pp. 108-119.

<sup>10</sup> Joseph E. Stiglitz : *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, pp. 282-283.

<sup>11</sup> Ces expressions sont employées dans : *À quand l'Afrique ?* Paris, Éditions de l'Aube/Éditions d'en bas, 2003 pp.21-22 pour marquer l'opposition entre les « mondialisés », les « figurants » appauvris par la mondialisation et les « mondialisateurs », les acteurs profitant de la mondialisation.

<sup>12</sup> Joseph E. Stiglitz : *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, p. 317.

<sup>13</sup> Djibril Samb : « Mondialisation et rencontre des cultures : le dialogue est-il possible ? », In *Mondialisation et rencontre des cultures : le dialogue est-il possible ?*, Actes du colloque du 21 juin 2002, Saint-Louis, 2002, pp. 20-21.

développement ayant entraîné « la chute du mur de Berlin », le libéralisme, plébiscité par cet événement, est resté quasiment sans rival sérieux ; et a fini par s'imposer comme panacée au développement. Une vision particulière, fondée sur le respect des règles du marché libre, s'est constituée puis enracinée au point d'être une conviction infaillible. L'idéologie du profit véhiculée par le libéralisme, revient à dire que le libre-échange reste la seule politique possible. Or la mondialisation économique, loin d'être porteuse d'avenir, est synonyme pour la majorité des populations d'amplification des inégalités et de la pauvreté ; elle finit même par retirer aux citoyens la capacité à choisir leur modèle de société. Faut-il alors l'abandonner ?

À notre avis, ce n'est ni possible ni souhaitable car on ne saurait, de nos jours, ni mener une vie autarcique ni tourner le dos aux bienfaits de la mondialisation que sont les progrès en matière de santé, la dynamique société civile luttant pour plus de démocratie et de justice sociale, etc. Le vrai problème qui est posé, c'est la gestion technocratique et idéologique de la mondialisation par des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, OMC, etc.) qui fixent des règles iniques en faveur des intérêts privés des milieux d'affaires au détriment de la majorité.

Pour un fonctionnement correct de la mondialisation au service de tous, il y'a lieu de refonder la mondialisation pour lui faire intégrer les dimensions sociales, culturelles, environnementales au lieu de la réduire à celle économique. C'est alors que l'édification de l'instance supranationale, de l'État mondial, permettrait de veiller à son bon fonctionnement et d'assurer la prise en compte de l'intérêt commun. À cette condition, la mondialisation favoriserait le développement. Et on pourrait, en ce sens, se risquer à la faire coïncider avec l'accomplissement achevé de l'homme.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. ALTHUSSER, (L.), 1965. *Pour Marx*. Paris, Maspero.
2. ARNIM, (H. V.), 1903-1905. *Stoïcorum veterum fragmenta*. 2 Vol. Teubner.
3. ARON, (R.), 1968. *L'opinion des intellectuels*. Paris, Gallimard.
4. Badiou, (A.), 1997. *Saint Paul La fondation de l'universalisme*. Paris, PUF.
5. BAYART, (J.F.), 1996. *L'illusion identitaire*. Paris, Fayard.
6. BOATHIEMELE, (L. R.), 2003. *L'ivoirité entre culture et politique*. Paris : L'Harmattan.
7. BOURDIEU, (P.), mars 1998. « *L'essence du néolibéralisme* ». In *Le Monde diplomatique*. Paris.
8. —————, 1998. *Contre-feux Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*. Paris, Raisons d'agir.
9. BRUN, (J.), 2003. *Le stoïcisme*. Paris, PUF/Que sais-je ? N° 770.
10. CONDILLAC, 1746. *Essai sur l'origine des connaissances humaines*.
11. —————, 1754. *Traité des sensations*.
12. DEFARGES, (P. M.), 2001. *La mondialisation*. Paris, PUF/Que sais-je ? N° 1687.
13. DIBI, (K. A.), 1994. *L'Afrique et son autre : la différence libérée*. Abidjan, Strateca.
14. DIOUF, (M.), 2000. *L'Afrique dans la mondialisation*. Paris, L'Harmattan.

15. DUPRAT, (G.), 1980/1983. *L'analyse de l'idéologie*. 2Vol. Paris, Galilée.
16. FORRESTER, (V.), 1996. *L'horreur économique*. Paris, Fayard.
17. GUSDORF, (G.), 1978. *La conscience révolutionnaire des idéologues*. Paris, Payot.
18. KI-ZERBO, (J.), 2003. *À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*. Paris, Éditions de l'Aube/Éditions d'en bas.
19. LAFAY, (G.), 1999. *Comprendre la mondialisation*. Paris, Economica.
20. MAALOUF, (A.), 2001. *Les identités meurtrières*. Paris, Le Livre de Poche.
21. MARX, (K.) et ENGELS, (F.), 1982. *L'idéologie allemande*. Paris, Éditions sociales.
22. *Manière de voir* 32. « Scénarios de la mondialisation ». In *Le Monde diplomatique*, Paris, novembre 1996. « *Manière de voir* 41. *Un autre monde est possible* ». In *Le Monde diplomatique*. Paris, sep.-oct. 1998.
23. MATTELART, (A.), mars 1997. « *Mondialisation : la culture globale entre rêve et cauchemar* ». *Universités*. Vol. 18. N°1. pp. 24-26.
24. PICAUVET, (F.) *Les idéologues. Essai sur l'histoire des idées et des théories scientifiques, philosophiques, religieuses, etc. en France depuis 1789*.
25. PISANI, (E.), janvier 1996. « Tous contre la mondialisation ». In *Le Monde diplomatique*. Paris.
26. SAMB, (D.), 1999. « Civisme, communication et mondialisation ». In *Comprendre Abdou Diouf*. Dakar : Horizon 2000.
27. SHILS, (E.) ' ' *The concept and function of ideology* ". In *International Encyclopedia of social sciences*. Vol.7. pp. 66-76.
28. STIGLITZ, (E.J.), 2002. *La grande désillusion*. Paris, Fayard.
29. —————, 2003. *Quand le capitalisme perd la tête*. Paris, Fayard.
30. "Mondialisation et rencontre des cultures: le dialogue est-il possible? » Colloque de juin 2002. Saint-Louis : Éditions Xamal.